



ASIE/PAKISTAN - De la nécessité de défendre les chrétiens des exécutions sommaires et de protéger les minorités des abus du recours aux normes sur le blasphème

Lahore (Agence Fides) – Si le chrétien Younis Masih, condamné à mort pour blasphème, a été acquitté ces jours derniers par la Haute Cour (voir Fides 03/04/2013), son épouse, Meena Bibi, et ses quatre enfants ont souffert pendant huit ans et aujourd'hui, la famille doit affronter le problème de sa sécurité. Elle pourrait en effet être prise pour cible par des groupes radicaux qui se livrent à des exécutions sommaires sur les personnes de ceux qui sont accusés de blasphème. Ainsi que le rappellent des sources de Fides, plus de 50 personnes, seulement accusées de blasphème, ont été tuées dans la rue, en prison ou dans les édifices liés à l'administration de la justice ces dernières années.

Parmi les cas les plus frappants, on citera en 1993, celui du chrétien Manzoor Masih qui fut tué par des militants islamiques au cours de son procès, alors qu'il était escorté par la police. Deux autres chrétiens, accusés puis relâchés, ont été contraints à quitter le pays. En 2010, des extrémistes islamiques ont tué deux frères, Rahid et Sajjid Emmanuel, arrêtés pour présumé blasphème et ce en présence de centaines de personnes, devant le tribunal de Faisalabad.

On craint également pour la vie d'Asia Bibi, chrétienne condamnée à mort pour blasphème incarcérée depuis près de 1.400 jours, et pour celle de Martha Bibi, en liberté sous caution, qui affronte depuis sept ans, un procès à Lahore. Par ailleurs, Khuram Shahzad, accusé de blasphème et en liberté provisoire depuis octobre 2012 alors que son procès est en cours à Lahore, est obligé de se cacher. En ce qui concerne le dernier cas signalé à Fides par l'ONG d'inspiration chrétienne LEAD (Legal Evangelical Association Development), Sawan Masih, un autre chrétien accusé de blasphème, devra se présenter au tribunal le 15 avril prochain.

L'urgence de protéger les minorités des groupes extrémistes a été réaffirmée hier lors d'un Congrès qui s'est tenu à Karachi. Dans ce cadre, des représentants de la société civile ont rappelé que « les minorités religieuses sont constamment discriminées par la population et le gouvernement ». La conférence, intitulée « Intégration des minorités religieuses au Pakistan » était organisée par le Forum pour les droits humains du Pakistan en collaboration avec le Centre pour la paix et le développement. Les participants ont réaffirmé la nécessité de préserver les minorités d'une attitude de discrimination présente dans le monde politique et dans le secteur de l'instruction, invitant les moyens de communication de masse à mettre en évidence de telles questions, cruciales pour la démocratie, la légalité et le respect des droits humains dans le pays. (PA) (Agence Fides 08/04/2013)